

L'Adresse

citoyen se voit refuser ce droit le plus fondamental qu'est celui de posséder des armes pour se défendre et défendre sa famille.

M. Harvard: Vous devriez peut-être déménager dans l'est de Los Angeles.

[Français]

Mme Venne: Monsieur le Président, mon collègue a certainement le sens de l'humour développé, mais j'aimerais vous parler du fameux délai de 28 jours.

Présentement, au Québec, le délai est passablement respecté. Comme notre député vient de la Saskatchewan, à ce moment-là, je pense qu'il va falloir qu'il fasse des pressions dans son coin. Mais dans ma province, en tout cas, ça va très bien.

Pour ce qui est du certificat de maniement d'armes à feu, au Québec, nous avons un certificat de chasseur. Pour aller à la chasse, on doit être muni de ce certificat, lequel est valide pendant deux ans. Donc, nous avons encore là une différence, si on peut dire, entre la Saskatchewan et chez nous. Il semble que dans sa province, ils n'ont pas besoin de certificat de chasseur puisque, comme il l'a mentionné, les gens vont à la chasse depuis des années sans avoir jamais suivi de cours de maniement d'armes à feu. Chez nous, pour obtenir le certificat, il faut suivre un cours en maniement d'armes à feu.

En terminant, je lui dirai que malheureusement, il y a de grandes distinctions à faire entre sa province et la nôtre et la façon dont les lois sont appliquées.

[Traduction]

M. Rey D. Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, je voudrais dire d'abord que je partage les sentiments déjà exprimés par mes collègues, qui vous ont félicité de votre nomination.

Le nouveau gouvernement fait face à un certain nombre de défis de taille, le moindre n'étant pas de donner aux Canadiens une raison de croire dans le dévouement, la persévérance et le bon jugement de leurs élus.

Nous sommes tous ici parce que les électeurs de notre circonscription ont estimé que nous étions les plus réceptifs à leurs inquiétudes, à leurs besoins et à leurs demandes. Cependant, nous sommes plus que des individus, nous sommes plus aussi qu'une communauté d'individus, nous sommes la voix collective de nos électeurs et nous devons concilier leurs opinions concurrentes et parfois divergentes.

Le but de la Chambre des communes n'est pas de servir les intérêts égoïstes d'une personne ou d'une province au détriment des autres. Son but est d'améliorer le bien-être et la prospérité de tout le pays et donc de tous les Canadiens.

De ce côté, nous avons été élus pour réaliser la vision des libéraux telle qu'elle a été exposée dans notre plate-forme électorale, dans notre livre rouge.

Chaque jour, dans ma circonscription de Winnipeg-Nord, je parle à des personnes honnêtes et travailleuses qui ne demandent pas mieux que de faire confiance à des politiciens honnêtes et

travailleurs eux aussi. Pendant cinq longues années, de 1988, date de ma première élection, à l'automne dernier, j'ai eu peur.

Peur que 1,6 million de Canadiens en chômage ne trouvent jamais de travail. Peur que les défavorisés, particulièrement les enfants, continuent à dépendre de l'aide sociale. Peur que les personnes malades ou âgées, que tous les Canadiens même, continuent de souffrir des conséquences des menaces contre le système de santé et de l'incertitude qui va de pair. J'avais peur que les minorités, fussent-elles de race, de couleur, de religion ou d'autre chose, continuent de faire face à un traitement injuste et à de la discrimination au travail.

Peur que les infrastructures des villes et des villages continuent de se détériorer, privées de l'aide du gouvernement fédéral. Peur que la sécurité des personnes et des biens continue d'être menacée. Peur que l'honnêteté et l'intégrité du gouvernement ne soient disparues à jamais. Peur, enfin, que le Canada ne ferme sa porte aux immigrants.

• (1650)

Enfin, et ce n'était certainement pas la moindre de mes craintes, j'avais peur que mon pays d'adoption, le foyer de 27 millions de Canadiens, ne soit sur le point de s'effondrer. Néanmoins, j'espérais toujours que mes craintes ne se matérialisent pas.

Maintenant, je sais qu'il y a de l'espoir pour ce grand pays. J'ai maintenant confiance, parce que le nouveau gouvernement a déjà pris des mesures pour restaurer l'intégrité en rejetant beaucoup de privilèges non indispensables dont jouissaient les parlementaires pendant leur mandat de serviteur de l'État.

J'ai confiance parce que chaque parti politique représenté ici a déjà déclaré qu'il s'engageait à consulter le public sur toute une gamme de questions d'une grande importance nationale.

J'ai confiance parce que le ministre des Finances a déjà respecté son engagement en s'adressant aux gens d'un bout à l'autre du pays afin d'élaborer un budget fédéral raisonnable et qui tienne compte des besoins de la population. Je suis certain que le ministre continuera, durant les quelques jours qui restent avant la présentation du budget, à consulter des Canadiens de tous les milieux.

Nous ne devons jamais oublier que chaque décision budgétaire prise ici à Ottawa a un effet direct sur le porte-monnaie, le carnet de banque et le budget quotidien de chacun des habitants des circonscriptions comme la vôtre et la mienne.

J'ai confiance parce que ce gouvernement a promptement annulé l'entente douteuse qui aurait mené à la privatisation de certaines parties de l'aéroport international Pearson.

J'ai confiance parce que ce gouvernement n'est pas du genre à permettre à son chef de se promener en Porsche ou en avion de luxe de 53 millions de dollars, alors que bon nombre de Canadiens doivent se serrer la ceinture pour joindre les deux bouts à la fin du mois.

J'ai confiance parce que ce gouvernement a déjà lancé son programme d'infrastructure.